

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DE SEINE-ET-MARNE

**ÉDUCATION SURVEILLÉE PUIS PROTECTION
JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE**

**3629W, 3777W, 3813W, 3821W, 3840W, 3864W, 4075W,
4170W, 4171W, 4436W**

1960 – 2013

Répertoire méthodique

Établi par Marie Cécile DEROCHE-FOUQUET et Alain GODEREAUX en 2014
sous la direction de Marie-Hélène FAVOT-DORLEANS et Cécile FABRIS

Mis à jour par Solène PONS en 2022
sous la direction de Valérie FOREST-ANSART

SOMMAIRE

Services et établissements.....	8
Services de consultation d'action et d'observation éducative.....	8
Meaux sis 41 avenue Georges Clemenceau	8
Melun sis 1 rue des fabriques	8
Torcy sis 103 rue de Paris	10
Services près les tribunaux pour enfants.....	10
Tribunal pour enfants de Melun	10
Etablissement de Meaux sis 31 Quai Jacques Prévert.....	11
Etablissement de Fay-lès-Nemours	12
Personnel de l'établissement	12
Opportunité d'accueil dans l'établissement	13
Enregistrement et suivi des jeunes placés	13
Enregistrement.....	13
Suivi individuel des jeunes.....	14
Association d'action éducative de Seine-et-Marne (AAE77)	16

INTRODUCTION

Dates extrêmes :

1960 – 2013.

Importance matérielle :

24.2 mètres linéaires.

Nombre d'éléments :

254 articles.

Historique des producteurs :

Une justice spécifique aux mineurs est mise en place au lendemain de la Seconde guerre mondiale par l'ordonnance n°45-174 du 02 février 1945. Cette ordonnance définit et qualifie l'enfance délinquante. Bien qu'un tribunal pour enfants et adolescents ait été créé par la loi du 22 juillet 1912 au sein des tribunaux de première instance (TPI) - soit en tant que chambre spéciale soit en tant qu'audience spéciale du tribunal correctionnel – aucune fonction de magistrat spécialisé n'avait été instituée. La fonction de juge pour enfants est créée par cette ordonnance.

Le juge des enfants peut prononcer une admonestation (un avertissement) ou une peine à l'encontre des mineurs de plus de treize ans (telle que de l'emprisonnement ou du travail d'intérêt général par exemple) ou bien prendre des mesures éducatives (comme le placement ou l'éloignement familial). Au fil du temps, l'éducatif va prédominer sur les sanctions répressives.

Par l'ordonnance du 1^{er} septembre 1945, l'éducation Surveillée devient une direction autonome du ministère de la Justice, elle était jusqu'alors une sous-direction de l'administration pénitentiaire. Cette nouvelle direction a pour mission la prise en charge des mineurs délinquants. A partir des années 1970-1980, une politique territoriale se développe, ce qui est nouveau car la direction de l'éducation surveillée était fortement centralisée et n'avait pas de relai régional. Cette organisation territoriale est précisée par le décret n°88-42 du 14 janvier 1988 relatif au ressort territorial, à l'organisation et aux attributions des services extérieurs de l'éducation surveillée.

La direction de l'éducation surveillée devient par décret du 21 février 1990, la direction de la protection judiciaire de la jeunesse. Suite au décret du 06 novembre 2007, les missions de la protection judiciaire de la jeunesse sont recentrées sur l'activité et le suivi pénal des mineurs.

Les mineurs peuvent être pris en charge soit par les services du secteur public soit par le secteur associatif habilité par l'administration. En Seine-et-Marne, plusieurs institutions ou services relevaient du secteur public :

- L'établissement de Faÿ-les-Nemours ouvre ses portes en 1968 en tant que l'internat professionnel de l'éducation surveillée (IPES). Il suit les principes

d'un modèle pédagogique basé sur la rééducation et la formation professionnelle le tout implanté dans un établissement en milieu rural.

En 1977, l'IPES se transforme pour devenir une institution spécialisée de l'éducation surveillée (ISES). En 1982, une inspection de l'établissement met en évidence certains points motivant un redéploiement de la structure : l'isolement en milieu rural, l'impossibilité d'une restructuration architecturale, la difficulté croissante de pourvoir ce type d'établissement en personnel éducatif. En 1983, la direction départementale de l'éducation surveillée et le service de milieu ouvert sont redéployés dans la ville de Melun. Suite à ces réorganisations, l'ISES devient un centre d'activités scolaires et professionnelles (CASP).

En 1988, une commission d'évaluation conclut à l'utilité de maintenir l'établissement de Fäy-les-Nemours. D'importants travaux de remise en état sont engagés et des éducateurs stagiaires sont affectés à l'établissement.

En 1993, la fermeture du site est actée et celle-ci est effective en 1994. De nouveaux services de milieu ouvert sont créés à Montereau-Fault-Yonne, Melun et Veneux-les-Sablons pour accueillir les jeunes et le personnel est redéployé vers ses structures.

- Les services éducatifs auprès des tribunaux (SEAT) sont créés par arrêté ministériel du 30 juillet 1987. Ils remplacent les services des délégués à la liberté surveillée qui étaient également placés auprès des tribunaux pour enfants. Ils ont pour principale mission d'assurer une permanence éducative auprès du tribunal et d'organiser l'exécution des mesures et peines ordonnées par le juge pour enfants. Ils font des propositions alternatives à la détention provisoire des mineurs, suivent les mineurs détenus pour préparer leur sortie de prison et exercent les mesures éducatives prises en application de l'ordonnance du 02 février 1945. Pour cela, ils recueillent des éléments d'information et d'analyse relatifs à la situation du mineur, accueillent les mineurs et leurs familles et conseillent les magistrats sur les possibilités d'accueil et de placement.
- L'établissement de Meaux est situé au 1 quai Jacques Prévert. Entre 1992 et 2001, il était un foyer d'action éducative (FAE) et devient en 2001, un centre de placement immédiat (CPI).
Par arrêté du 09 avril 2010, il est transformé en établissement de placement éducatif et d'insertion (EPEI) composé de deux unités éducatives : une unité éducative d'hébergement collectif (UEHC) à Meaux d'une capacité de 18 places au 31 quai Jacques Prévert et une unité éducative d'activités de jour (UEAJ) au 41 chemin du vieux-moulin à Chelles d'une capacité de 24 places.
- Les centres d'orientation et d'action éducative (CAE ou COAE) sont des services de milieu ouvert. Ils ont été créés dans le cadre de la politique d'observation et d'assistance éducative mise en œuvre par l'administration de l'éducation surveillée.

Enfin, il existait l'association d'action éducative de Seine-et-Marne (AAE77), créée sous le régime de la loi du 1^{er} juillet 1901, en 1969 (avis de création publié au *Journal officiel* du 08 janvier 1969) et dissoute en octobre 2003 (avis de dissolution publié le 21 janvier 2004 au *Journal officiel*) conformément à l'instruction n°2944 du 3 mai 2002 du ministère de la Justice qui dissout les associations para-administratives.

Son premier titre fut l'association d'action éducative de l'internat professionnel d'éducation surveillée de Faÿ-lès-Nemours et son siège social était au sein de l'établissement. A partir de 1986, elle devient l'association d'action éducative de l'institution spéciale d'éducation surveillée de Melun et son siège est transféré à Melun (1, rue des fabriques), puis en 1992, elle prend le nom d'association d'action éducative de Seine-et-Marne et le siège se situait au sein de direction départementale de la protection judiciaire de la jeunesse au 6, rue La Fontaine-la-Reine toujours à Melun.

Son objectif était de seconder, de renforcer et de prolonger l'action de l'administration de l'éducation surveillée. L'association vient en aide aux jeunes sous protection judiciaire tant matériellement que moralement pendant la période où ils sont pris en charge ainsi qu'après leur sortie. Elle leur apporte une aide individuelle et participe à l'équipement matériel de l'IPES de Faÿ-lès-Nemours et à la promotion d'activités sportives, de loisirs ou socio-culturelles.

Historique de la conservation :

9 versements relatifs aux services et établissements ont été réalisés : le 3629W en 2007 sous la forme d'un don, les 3777W, 3813W, 3821W et 3840W en 2009, le 3864W en 2010, le 4075W en 2013, le 4170W en 2017 et le 4436W en 2022.

Le versement 4171W relatif à l'association d'action éducative de Seine-et-Marne a été réalisé en 2017.

Les dossiers individuels de jeunes de Faÿ-lès-Nemours cotés 4070W ont été versés par l'Association pour l'histoire de la protection judiciaire des mineurs (AH-PJM). Ils étaient stockés dans les sous-sols de l'unité éducative d'activité de jour (UEAJ) de Veneux-les-Sablons suite à la fermeture de l'établissement en 1994.

Modalités d'entrée :

Versement (voie ordinaire).

Présentation du contenu :

Le fonds est principalement composé de dossiers individuels des jeunes suivis tenus par les différents services et établissements relevant du secteur public.

Les registres d'entrée et les dossiers individuels des agents de l'établissement de Faÿ-lès-Nemours sont également présents dans le fonds ainsi qu'un dossier relatif à la fermeture de l'établissement.

Les dossiers individuels des jeunes suivis sont classés par services ou établissements puis par ordre alphabétique ou chronologique. Les dates indiquées

correspondent soit à la date de la prise de la mesure soit à la date de la sortie du dispositif.

Pour le service de consultation d'orientation éducative de Melun (sis 1 rue des fabriques), deux collections de dossiers sont présentes.

Les versements 3777W, 3813W, 3821W, 3840W, 3864W, 4075W, 4170W disposent d'une liste annexe détaillant les noms, prénoms, dates de naissance, les mesures et la date de prise en charge afin de permettre une recherche nominative.

A noter qu'aucun document produit par la direction départementale n'est présent dans le fonds.

Enfin, pour l'association d'action éducative de Seine-et-Marne, un registre des procès-verbaux de l'assemblée générale (14/12/1968 – 18/05/1989) ainsi que des pièces comptables et un dossier relatif à la dissolution de l'association sont consultables.

Évaluation, tri et éliminations, sort final :

Les versements relatifs aux dossiers des jeunes suivis (3777W, 3813W, 3821W, 3840W, 3864W et 4075W) comprennent l'intégralité des dossiers de jeunes, aucun échantillonnage n'a été réalisé. Seuls les dossiers de l'établissement de Meaux cotés 4419W ont subi un échantillonnage conformément à la circulaire DGP/SIAF/2010/011 relative à la gestion des archives des services déconcentrés et des établissements relevant de la protection judiciaire de la jeunesse selon les choix suivants :

- période 1992 – 2001 : conservation de spécimens par type de mesure ;
- période 2002 – 2003 : conservation intégrale de l'ensemble de dossiers ;
- période 2004 – 2013 : échantillonnage statistique selon le *Cadre méthodologique pour l'évaluation, la sélection et l'échantillonnage des archives publiques* de 2014.

L'échantillonnage a été réalisé au dossier et 22% de l'effectif de départ a été conservé.

En 2022, un plan de classement a été défini et les versements organisés selon celui-ci.

A noter que les articles 3840W5 et 3840W6 sont identifiés comme étant déficitaires aux Archives départementales.

Accroissements :

Fonds ouvert.

Mode de classement :

Par établissements et services.

Sources complémentaires :

Aux Archives nationales :

- versement 19910100 de la direction de l'administration générale et de l'équipement ; sous-direction équipement - sous-direction de l'action immobilière et de la logistique, notamment la cote 19910100/39 portant sur des plans liés à la construction de l'IPES de Faÿ-les-Nemours (1964 – 1970) et la cote 19910100/40 également relative à la construction de l'IPES de Faÿ-les-Nemours (programme, étude des sols, comptes rendus de visites, 1963 – 1972) ;
- versement 19910298 du Bureau de l'information, des synthèses et de la coordination de la direction de la protection judiciaire de la jeunesse, notamment la cote 19910298/48 relatives au à l'IPES de Faÿ-les-Nemours et au FAE de Meaux ;
- versement 19970409 de l'Inspection de la protection judiciaire de la jeunesse, notamment les cotes 19970409/6, 19970409/7 et 9970409/10 qui portent sur l'établissement de Faÿ-les-Nemours, respectivement sur le rapport d'inspection de 1982, une note sur le ré déploiement des activités datant de 1983 et une note de situation du centre d'activités scolaires et professionnelles de 1986 ;
- versement 19990079 du cabinet de la direction de la protection judiciaire de la jeunesse, notamment la cote 19990079/1 qui porte sur un album photographique de l'ISES de Faÿ-les-Nemours avant sa restitution aux domaines (1994) ;
- versement 20100297/1 relatif aux arrêtés de création et d'organisation des services déconcentrés de l'éducation surveillée (1962-1990).

A la bibliothèque numérique patrimoniale de l'Ecole nationale de protection judiciaire de la jeunesse : photographies de la construction du bâtiment de l'IPES de Faÿ-les-Nemours datant des années 1966-1968.

Conditions d'accès :

Conformément aux articles L.213-2 du code du patrimoine, ces archives sont soumises à un délai de communicabilité de 100 ans à compter du document le plus récent car il s'agit de documents de nature judiciaire relatifs à des personnes mineurs.

Conditions de reproduction :

Soumises aux conditions de la salle de lecture.

Langue et écriture des documents :

Français.

SERVICES ET ETABLISSEMENTS

Services de consultation d'action et d'observation éducative

Meaux sis 41 avenue Georges Clemenceau

3840W1 – 13 Dossiers individuels des jeunes suivis¹.

1983 – 1989

3840W1	Abd à Ben.
3840W2	Ber à Bui.
3840W3	C.
3840W4	Das à D'he.
3840W5	D'hu à Dur.
3840W6	E et F.
3840W7	G.
3840W8	H à K.
3840W9	L.
3840W10	M.
3840W11	N à Q.
3840W12	R et S.
3840W13	T à Z.

Melun sis 1 rue des fabriques

3813W1 – 18 Dossiers individuels des jeunes suivis².

1980 – 1989

3813W1	A.
3813W2	Baa à Bik.
3813W3	Bil à Bus.
3813W4	C.
3813W5	Da à Dje.
3813W6	Dlu à E.
3813W7	F.
3813W8	Gac à Gou.
3813W9	Gra à Guy.
3813W10	H à K.
3813W11	Lag à Lem.
3813W12	Len à Lut.
3813W13	Mab à Men.
3813W14	Mer à Mus.

¹ Liste nominative en annexe

² Liste nominative en annexe

3813W15 N à P.
3813W16 Q à R.
3813W17 S.
3813W18 T à Z.

3864W1 – 33 Dossiers individuels des jeunes suivis³.

1975 – 1992

3864W1 Abi à Alv.
3864W2 Amm à Azo.
3864W3 Baa à Bed.
3864W4 Bel à Ben.
3864W5 Ben à Blo.
3864W6 Bol à Bou.
3864W7 Bra à Bur.
3864W8 Cai à Cha.
3864W9 Cha à Coe.
3864W10 Con à Cou.
3864W11 Da à Der.
3864W12 Des à Dum.
3864W13 Dup à Dur.
3864W14 E.
3864W15 F.
3864W16 Gac à Gen.
3864W17 Gen à Gir.
3864W18 Gla à Gra.
3864W19 Gre à Gui.
3864W20 Gui à Guy.
3864W21 H.
3864W22 I et J.
3864W23 Kab à Kib.
3864W24 Kra à Kur.
3864W25 Lab à Le.
3864W26 Leb à Lyr.
3864W27 M.
3864W28 N et O.
3864W29 P et R.
3864W30 S.
3864W31 T.
3864W32 U à Vil.
3864W33 Vil à Z.

³ Liste nominative en annexe

Torcy sis 103 rue de Paris

3821W1 – 19 Dossiers individuels des jeunes suivis⁴.

1982 – 2003

3821W1	Abb à Akm.
3821W2	Akp à Azu.
3821W3	Bal à Ber.
3821W4	Ber à Bou.
3821W5	Boz à Bys.
3821W16	C à Dao.
3821W17	Deb à Dur.
3821W18	Edi à Hor.
3821W19	Lav, Mak à Mou.
3821W6	D à Lef.
3821W7	Leg à Log.
3821W8	Lop à Man.
3821W9	Mar à N'Go.
3821W10	N'Gu à Oum.
3821W11	Oum à Que.
3821W12	Rab à Rod.
3821W13	Rod à Rus.
3821W14	S à Tin.
3821W15	To à Tri.

Services près les tribunaux pour enfants

Tribunal pour enfants de Melun

3777W1 – 25 Dossiers individuels des jeunes suivis⁵.

3777W1	1977 – 1978.
3777W2	1978 – 1979.
3777W3	1977 – 1980.
3777W4	1979 – 1980.
3777W5	1978 – 1981.
3777W6	1981.
3777W25	1981.
3777W7	1982.
3777W8	1982.

⁴ Liste nominative en annexe

⁵ Liste nominative en annexe

3777W9	1983.
3777W10	1983 – 1984.
3777W11	1984 – 1985.
3777W12	1985 – 1986.
3777W14	1986 – 1988.
3777W15	1989 – 1990.
3777W13	1989 – 1990.
3777W16	1990 – 1991.
3777W17	1991 – 1992.
3777W18	1991 – 1992.
3777W19	1992 – 1993.
3777W20	1993 – 1994.
3777W21	1993 – 1995.
3777W22	1995 – 1997.
3777W23	1996 – 1997.
3777W24	1998 – 1999.

Etablissement de Meaux sis 31 Quai Jacques Prévert

4436W1 – 18 Dossiers individuels des jeunes suivis.

4436W1	1992 – 1995.
4436W2	1996 – 1997.
4436W3	1998 – 1999.
4436W4	2000.
4436W5	2001.
4436W6	2002, B à K.
4436W7	2002, L à Y.
4436W8	2003, A à D.
4436W9	2003, F à S.
4436W10	2004.
4436W11	2005 – 2006.
4436W12	2007.
4436W13	2008.
4436W14	2009.
4436W15	2010.
4436W16	2011.
4436W17	2012.
4436W18	2013.

Etablissement de Fay-lès-Nemours

Personnel de l'établissement

4170W40 Installation des fonctionnaires : registres des procès-verbaux (04/07/1966 - 20/12/1993) ; Fermeture de l'établissement et redéploiement des fonctionnaires : exemplaires de la lettre d'information et de réflexion du personnel de l'établissement (lettres n°1bis, n°3 et n°4), étude sur le second redéploiement de l'ISES rédigée par Marc BRZEGOWY, directeur de l'établissement et mémoire de stage relatif à la fonction de direction, au redéploiement et à la gestion du deuil par Michel TETUAN directeur stagiaire (1993 - 1994).

04/07/1966 – 1994

4170W1 – 39 Dossiers individuels des agents⁶.

1960 – 2013

4170W1	Air (tome 1).
4170W2	Air (tome 2).
4170W3	Alb à Bea.
4170W4	Bea.
4170W5	Bea.
4170W6	Bee.
4170W7	Bel à Ben.
4170W8	Bia à Boe.
4170W9	Boe.
4170W10	Boi à Bon.
4170W11	Bon.
4170W12	Bri.
4170W13	Bri à Brz.
4170W14	Cai à Cat.
4170W15	Chab à Char.
4170W16	Char.
4170W17	Chau à Clo.
4170W18	Coi à Cou.
4170W19	Dam à Del.
4170W20	Deni.
4170W21	Deni à Desj
4170W22	Desj.

⁶ Liste nominative en annexe

4170W23	Dest à Dev.
4170W24	Doi à Dur.
4170W25	Fab à Gia (tome 1).
4170W26	Gia (tome 2).
4170W27	Gol à Gui.
4170W28	Ham.
4170W29	Ham à Henr.
4170W30	Hos à Lab.
4170W31	Lam à Lan.
4170W32	Lar à Lau.
4170W33	Lau à Le G.
4170W34	Lef à Ler.
4170W35	Lia à Luz.
4170W36	Mar à Mir.
4170W37	Nad à Poi.
4170W38	Poi à Rue.
4170W39	San à Vil.

Opportunité d'accueil dans l'établissement

4075W80 – 81 Possibilité d'accueil et de prise en charge de mineurs : états des mineurs détenus provisoirement jusqu'à décision définitive au sein des maisons d'arrêt de Fleuris-Mérogis, Meaux et Melun, tableaux statistiques sur les mises en détention provisoire.

4075W80	1977 – 1978.
4075W81	1979 – 1980.

Enregistrement et suivi des jeunes placés

Enregistrement

3629W1 – 2 Registres d'enregistrement des jeunes placés.

Les registres détaillent l'état-civil, les mesures judiciaires, le signalement physique du jeune ainsi que des informations liées aux parents relatives à la Sécurité sociale, aux allocations familiales et à la contribution parentale.

30/04/1968 – 24/11/1975

3629W1	30/04/1968 – 24/03/1971.
3629W2	29/03/1971 – 24/11/1975.

Suivi individuel des jeunes

4075W1 – 79 Dossiers individuels des jeunes suivis⁷.

1968 – 1994

4075W1	Abb à Akt.
4075W2	Alb à Amb.
4075W3	Ami à Aro.
4075W4	Arr à Aus.
4075W5	Auv à Bai.
4075W6	Bal à Bau.
4075W7	Bau à Bec
4075W8	Bed à Ben.
4075W9	Ben.
4075W10	Ben à Ber.
4075W11	Ber à Bie.
4075W12	Big à Blo.
4075W13	Boc à Bou.
4075W14	Bou.
4075W15	Bou à Bri.
4075W16	Bri à Cer.
4075W17	Cha à Che.
4075W18	Che à Cle.
4075W19	Clo à Cor.
4075W20	Cor à Cou.
4075W21	Cou à Dai.
4075W22	Dal à Dar.
4075W23	Dar à Deb.
4075W24	Dec à Dec.
4075W25	Del à Dem.
4075W26	Dem à Dia.
4075W27	Dio à Dub.
4075W28	Dub à Duv.
4075W29	El à Ete.
4075W30	Evr à Fau
4075W31	Fau à Fia.
4075W32	Fin à Fro.
4075W33	Fus à Gar
4075W34	Gar à Gen.
4075W35	Gen à Gil.
4075W36	Gio à Gri.
4075W37	Gro à Gui.
4075W38	Gui à Hag.
4075W39	Ham à Hem.
4075W40	Hen à Hue.

⁷ Liste nominative en annexe

4075W41	Huo à Jam.
4075W42	Jea à Kad.
4075W43	Kad à Lac.
4075W44	Lac à Lan.
4075W45	Lan à Las.
4075W46	Lau à Le G.
4075W47	Le P à Led.
4075W48	Lef à Leon.
4075W49	Leon à Les.
4075W50	Let à Loc.
4075W51	Loe à Lor.
4075W52	Lou à Luc.
4075W53	Lut à Mal.
4075W54	Man à Mart.
4075W55	Mar à Mer.
4075W56	Mer à Moc.
4075W57	Moe à Mou.
4075W58	Mug à Nam.
4075W59	Neb à Oth.
4075W60	Oua à Pap.
4075W61	Par à Pen.
4075W62	Per à Pet.
4075W63	Pei à Pie.
4075W64	Pim à Plu.
4075W65	Plu à Pro.
4075W66	Pue à Ram.
4075W67	Ram à Rib.
4075W68	Ric à Rod.
4075W69	Rod à Sai.
4075W70	Sal à Sau.
4075W71	Sav à Sed.
4075W72	Sed à Si.
4075W73	Soa à Ste.
4075W74	Stu à Ter.
4075W75	Thi à Tou.
4075W76	Tre à Vey.
4075W77	Via à Vis
4075W78	Vit à Yil.
4075W79	You à Z.

ASSOCIATION D'ACTION EDUCATIVE DE SEINE-ET-MARNE (AAE77)

4171W1 Fonctionnement : registre des procès-verbaux de l'assemblée générale (14/12/1968 – 18/05/1989) ; Dissolution de l'association : tableaux d'inventaire du matériel, comptes rendus de réunions, comptes rendus du conseil d'administration, bilans financiers, rapports sur les associations para-administratives, statuts, bulletin d'insertion au Journal officiel concernant la dissolution, correspondance (2000 – 2003).

14/12/1968 – 2003

4171W2 – 4 Comptabilité : comptes d'exploitation, bilans financiers, tableaux d'attribution de subventions, factures, justificatifs de dépenses.

4171W1 1988 – 1993.

4171W3 1994 – 1997.

4171W4 1998.

dont cahier des comptes (1988-1996).